

SEANCE DU SOIR — AVONDVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SEEUWS, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SEEUWS, ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 50 m.
De vergadering wordt geopend om 19 h 50 m.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET
MOYENS POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET GENERAL DES
DEPENSES POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDE-
LENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1994

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE ALGEMENE
UITGAVENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGS-
JAAR 1994

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous reprenons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1994.

Dames en heren, wij hervatten de bespreking van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994.

Nous poursuivons la discussion des sections et chapitres sur lesquels MM. Garcia et Weyts ont présenté leur rapport.

Wij gaan voort met de bespreking van de secties en hoofdstukken waarover de heren Garcia en Weyts verslag hebben uitgebracht.

La parole est à M. Maystadt, ministre.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier le rapporteur, M. Garcia, pour son excellent rapport qui, comme l'a fort justement dit M. Moens, est à la fois synthétique et complet.

Je ne m'étendrai pas maintenant sur le détail de certaines mesures fiscales qui font partie de ce que l'on appelle le plan global. Certaines de ces mesures sont déjà en cours d'exécution, c'est le cas de la hausse de la fiscalité indirecte et de la mesure de relèvement du précompte mobilier sur les intérêts qui a été ajoutée, par voie d'amendement, à la loi-programme dont nous aborderons demain la discussion en séance publique. D'autres mesures sont encore en préparation, comme les autres dispositions relatives aux revenus mobiliers ou celles relatives aux revenus immobiliers. Il serait prématuré de discuter ce soir de modalités qui ne sont pas encore définitivement arrêtées par le Gouvernement.

Toutefois, je voudrais aborder brièvement une mesure qui est déjà entrée en vigueur et à laquelle M. Hatry a fait allusion. Il s'agit de la disposition visant la taxation anticipée des capitaux d'assurance-vie. Cette mesure a été inspirée par le souci de lutter contre une forme d'évasion fiscale qui consistait à se domicilier à l'étranger avant de percevoir ce capital.

En effet, le pouvoir respectif d'imposition des Etats fait l'objet de conventions destinées à prévenir les doubles impositions. Je pense notamment aux pensions payées au titre d'emplois salariés privés qui sont imposables dans l'Etat de résidence du bénéficiaire en vertu de l'article 18 de la convention modèle de l'OCDE. Je pense également aux pensions et rentes d'assurance-vie — assurances-vie individuelles ou assurances-groupe — qui sont également imposables dans l'Etat de résidence du bénéficiaire sur la base de l'article 21, disposition dite résiduelle qui vise les revenus autres que ceux spécifiquement énumérés aux autres articles.

Il résulte de ce qui précède que le contribuable belge trouvait intérêt, afin de ne plus être imposable en Belgique, à devenir non résident avant la perception de son capital pension. Le nouveau pays de résidence était bien entendu choisi en fonction d'une non-taxation du capital à percevoir. La *ratio legis* de la modification législative, qui anticipe le prélèvement par le biais d'une taxe assimilée au timbre, était de créer un fait générateur, antérieur au départ à l'étranger, pour des capitaux d'assurances-vie individuels.

M. Hatry (PRL). — Monsieur le ministre, quelles sont exactement les deux possibilités? Si la personne qui a résidé en Belgique durant sa vie professionnelle choisit la formule du capital, il est parfaitement normal d'appliquer la rétention de 16,5 p.c. sur le capital minoré de la cotisation sociale, majorée des additionnels communaux. Dans le cas du choix de la rente, le paiement résultant de cotisations versées lorsque l'intéressé résidait en Belgique, vous devez imposer au payeur la retenue à la source avant le départ de l'intéressé pour l'étranger. Si une personne préfère la rente, vous pouvez également continuer à appliquer le principe de taxation de la rente réelle. Je déplore toutefois qu'afin de prévenir des situations qui auraient pu être empêchées par d'autres moyens ...

M. Maystadt, ministre des Finances. — Ce qui n'est pas évident. Nous avons cherché d'autres moyens.

M. Hatry (PRL). — ... vous transformiez totalement l'imposition en un prélèvement fiscal unique à la source, même pour ceux qui choisissent la formule du revenu annuel. En

d'autres termes, vous auriez pu répondre anticipativement à mon reproche si vous aviez choisi la méthode que je viens de décrire. Je maintiens donc ma thèse de la terre brûlée. En effet, dans tous les cas, vous imposez maintenant la retenue à la source comme s'il s'agissait de la taxation du capital.

M. Maystadt, ministre des Finances. — L'administration a examiné plusieurs formules. Elle a retenu celle qui lui paraissait la plus efficace pour lutter contre cette technique d'évasion fiscale qui avait malheureusement tendance à se développer, impliquant parfois des sommes très importantes.

Je répète que la *ratio legis* de la modification législative est bien de créer un fait générateur avant le départ à l'étranger. Ces dispositions ont fait l'objet des articles 117 à 127 de la loi du 28 décembre 1992 et de l'article 93 de la même loi insérant un article 364bis dans le Code des impôts sur les revenus.

Je consacrerai l'essentiel de ma réponse aux deux grandes questions qui ont plus particulièrement retenu l'attention de la majorité des intervenants. La première consiste à savoir si les mesures d'assainissement prévues dans le budget 1994 et dans le plan global permettront d'atteindre les objectifs visés par le plan de convergence. La seconde question porte sur le point de savoir où en est la lutte contre la fraude fiscale.

La première question est relativement simple et fondamentale: les mesures d'assainissement prévues dans le budget 1994 et dans le plan global permettront-elles de réduire le déficit budgétaire à un niveau proche de 3 p.c. du produit intérieur brut, conformément aux critères inscrits dans le Traité de Maastricht et aux objectifs du plan de convergence? L'examen des perspectives économiques qui se dessinent pour l'Union européenne en général, et la Belgique en particulier, me permettra d'apporter un début de réponse à cette question.

Je prendrai comme point de départ de mon analyse les perspectives économiques relatives à la période 1993-1997 publiées en septembre dernier par le Bureau du Plan. Pour rappel, elles n'incluaient pas les mesures budgétaires nouvelles du budget 1994 et du plan global. Toutefois, je m'y référerai car elles ont constitué le point de départ de notre raisonnement.

Selon ces prévisions, le besoin net de financement de l'ensemble des administrations publiques devait passer, à politique inchangée, de 6,9 p.c. du PIB en 1993 à 4,8 p.c. en 1996. L'écart entre cette prévision et le plan de convergence se situait, en grande partie, dans le secteur de la sécurité sociale.

C'est notamment à cause de ces perspectives, qui étaient déjà connues pour l'essentiel au début du mois de juillet, que le Gouvernement décida de procéder au redressement de nos finances publiques en se fixant deux objectifs: tout d'abord, conformer le budget fédéral aux objectifs fixés dans le plan de convergence; ensuite, adopter, dans le courant de l'automne, un plan de mesures de redressement de l'équilibre financier de la sécurité sociale en conjonction avec une politique en faveur de l'emploi et de la compétitivité.

Comme on le sait, il a fallu plusieurs mois de réflexion et de discussions sur les moyens à mettre en œuvre pour réaliser ces deux objectifs, mais ce ne fut pas en vain. Le 17 novembre dernier, le Gouvernement adoptait son plan global, approuvé ensuite par le Parlement.

Ce plan global doit remettre le plan de convergence sur les rails: la mise en œuvre des mesures annoncées devrait permettre aux finances du pouvoir fédéral de s'inscrire à nouveau dans les objectifs prévus par le plan de convergence, tandis que l'équilibre de la sécurité sociale serait rétabli dans le cadre d'un plan pluriannuel de mesures, dont l'impact devrait atteindre 110 milliards à l'horizon 1996.

Quoique très encourageant, ce constat ne m'autorise toutefois pas à conclure que l'objectif d'un déficit de 3 p.c. de PIB sera nécessairement atteint en 1996. Plusieurs facteurs invitent à la prudence.

Premièrement, on sait aujourd'hui que les hypothèses de croissance du Bureau du Plan pour 1993 ne seront pas réalisées. En effet, le Bureau du Plan prévoyait que le PIB reculerait de 0,7 p.c.

en 1993, alors que la baisse devrait être de l'ordre d'au moins 1,5 p.c. Cela veut dire qu'il y aura une moins-value fiscale cette année.

Deuxièmement, l'Institut national de statistiques n'a pas encore publié les comptes nationaux de 1992. Ici, la question est de savoir si l'INS va revoir l'estimation du déficit de 1992.

Enfin, des incertitudes continuent à peser sur l'évolution des taux d'intérêt et de l'activité économique l'année prochaine. Permettez-moi à ce sujet de vous présenter un certain nombre de réflexions, en distinguant les éléments propres à l'Union européenne, d'une part, et ceux spécifiques à la Belgique, d'autre part.

En ce qui concerne le niveau des taux d'intérêt dans la Communauté, deux questions se posent.

D'abord, la baisse des taux à long terme à laquelle on assiste dans la Communauté depuis 1990 va-t-elle se poursuivre?

Ensuite, les progrès accomplis en Allemagne dans le domaine de la lutte contre l'inflation, conjugués à la faiblesse persistante de l'activité économique, vont-ils inciter la Bundesbank à poursuivre la baisse de ses taux directeurs?

Plusieurs facteurs m'incitent à répondre par l'affirmative à ces deux questions.

En exécution de l'article 103 du Traité de Maastricht, le Conseil Ecofin du 13 décembre dernier a, pour la première fois, adopté les «grandes orientations des politiques économiques des Etats membres et de la Communauté». La mise en œuvre de ces orientations devrait créer les conditions permettant la poursuite de la baisse des taux d'intérêt. En particulier, le fait que ces orientations confirment l'importance de l'objectif de stabilité des prix devrait contribuer à ce que les anticipations des agents économiques se conforment à cet objectif de stabilité, ce qui devrait faciliter la baisse des taux d'intérêt en Europe.

Cet espoir est d'autant plus fondé que les grandes orientations constitueront la référence — obligatoire, je tiens à le souligner — pour la conduite des politiques économiques des Douze à court terme et que leur mise en œuvre sera supervisée dans le cadre des prochains exercices de surveillance multilatérale. La politique économique de chaque Etat membre devient ainsi une question d'intérêt général commun, selon la formule du Traité de Maastricht.

En ce qui concerne les taux d'intérêt belges, la question importante est de savoir si la baisse du différentiel entre les taux d'intérêt belges et allemands, qui est en cours depuis plusieurs semaines, va se poursuivre à un rythme satisfaisant. A ce niveau, je suis relativement optimiste.

On se rappellera que l'éclatement des marges étroites du Système monétaire européen a fortement pesé sur la plupart des monnaies du mécanisme de change du SME, les marchés financiers craignant que l'environnement nouveau n'incite plusieurs pays, dont la France, à baisser fortement leurs taux d'intérêt et à laisser leur monnaie se déprécier. Cette crainte a notamment été ressentie au lendemain de la décision d'août élargissant les marges de fluctuation à 15 p.c. Cette appréhension ne s'est heureusement pas vérifiée et les marchés ont retrouvé peu à peu leur confiance.

Deux facteurs supplémentaires, spécifiques à la Belgique, ont nourri les tensions sur le franc belge.

Tout d'abord, la décision prise par le Gouvernement de reporter à l'automne l'adoption d'un plan de redressement de l'économie et d'assainissement de la sécurité sociale a parfois été mal comprise à l'étranger et a amené à douter de la capacité du Gouvernement d'adopter un tel plan.

Ensuite, la publicité donnée, à l'étranger, au manifeste des économistes de la KUL prônant l'abandon de la politique de stabilité monétaire a rendu les marchés encore plus méfiants. Je possède des preuves matérielles de ce que j'avance.

Force est de constater qu'une fois la tempête monétaire passée et le plan global voté au Parlement, les incertitudes se sont dissipées peu à peu et la confiance des marchés est progressivement revenue.

En effet, l'écart entre les taux d'intérêt belges et allemands à court terme — trois mois — est passé de 4,3 p.c. au début du mois de septembre, à moins de 1 p.c., ce qui n'a pas empêché le franc

belge de revenir à un niveau plus proche du cours pivot et, aujourd'hui, à l'intérieur des anciennes marges de fluctuation au sein du SME.

M. Hatry (PRL). — Mais pas à 0,30!

M. Maystadt, ministre des Finances. — Non. J'y viendrai dans un instant. Il faut reconnaître que, sur ce plan, nous ne sommes pas encore revenus à la case de départ.

Le différentiel sur les taux longs est également descendu sous la barre des 100 points de base. Qui plus est, le niveau des taux longs est désormais inférieur à celui en vigueur en juin.

Il faut cependant reconnaître — je vous le concède volontiers, monsieur Hatry — qu'en termes de différentiel, nous ne sommes pas encore revenus à la case de départ. D'une certaine manière, ce n'est pas étonnant, dans la mesure où, jusqu'il y a quelques jours, des tensions profondes subsistaient entre partenaires sociaux, alors que la mise en œuvre du plan global exigeait une concertation, notamment pour préciser les modalités d'exécution des mesures adoptées en faveur de l'emploi.

Comme chacun le sait, cette difficulté a été surmontée jeudi dernier, employeurs et syndicats ayant accepté d'entamer cette concertation au sein du Conseil national du travail. Cet accord devrait permettre de consolider davantage la crédibilité du Gouvernement auprès des marchés financiers et, donc, de conforter la tendance à la baisse de nos taux d'intérêt vis-à-vis de l'Allemagne.

J'en ai ainsi terminé avec les réflexions que je voulais développer quant à l'évolution des taux d'intérêt et qui me permettent d'être relativement optimiste.

Se pose alors la question de savoir quel sera le taux de croissance dans les mois à venir et, plus particulièrement, en 1994.

En ce qui concerne l'Union européenne, de l'avis des organismes spécialisés en conjoncture, la reprise de l'activité économique sera au rendez-vous l'année prochaine. Pourtant, les prévisions actuellement disponibles restent très prudentes, ce qui n'est pas tout à fait étonnant, compte tenu des erreurs de prévisions que la plupart de ces organismes ont faites ces dernières années. Je ne serais pas surpris qu'ils se trompent encore, mais cette fois par excès de prudence.

En effet, il me semble que la conclusion heureuse des négociations du GATT, le soutien apporté à la stratégie de relance prônée par le président Delors dans son Livre blanc, les bonnes performances de l'économie américaine et les efforts qui ont été entrepris — et les résultats qui ont été obtenus — pour assurer la stabilité des taux de change dans la Communauté constituent, enfin, un ensemble de bonnes nouvelles qui viennent rendre l'espoir au terme d'une année difficile.

Je rappelle qu'il y a un an, l'inquiétude était avivée par les perspectives de croissance médiocre pour la plupart des économies européennes, par la persistance des tensions inflationnistes en Allemagne et la crainte que la politique monétaire de la Bundesbank resterait restrictive en 1993, par les incertitudes pesant sur le processus de ratification du Traité de Maastricht et sur l'avenir du Système monétaire européen, par les difficultés causées par les dévaluations compétitives de certaines monnaies européennes, etc.

Aujourd'hui, nous savons que la Communauté européenne n'a pas pu éviter de s'enfoncer dans une des récessions les plus graves de son histoire, mais nous savons aussi qu'en refusant les solutions du repli et du « chacun pour soi », les Etats membres ont heureusement préservé les conditions économiques et sociales qui devraient permettre de retrouver le chemin de la croissance. C'est le principal acquis du récent Conseil européen de Bruxelles.

En ce qui concerne la Belgique, le budget 1994 table sur une croissance réelle de 1 p.c., c'est une prévision qui semblait réaliste lors de l'élaboration du budget 1994.

Actuellement, les espoirs d'un retour de la croissance dans notre pays ne semblent pas unanimement partagés, notamment parce que certains spécialistes mettent en évidence les effets déflationnistes de certaines mesures du plan global.

Il me semble toutefois que le soutien qu'apportera le plan global à l'activité économique ne doit pas être sous-estimé.

Tout d'abord, les mesures d'économies et les impôts nouveaux sont assez bien ciblés et toucheront surtout les revenus moyens et supérieurs. Par conséquent, ceux-ci devraient réduire leur taux d'épargne plutôt que leur consommation, pour autant que la reprise européenne soit au rendez-vous. En effet, ce phénomène a été constaté cette année. Alors que notre pays connaît déjà un taux d'épargne relativement élevé, celui-ci a encore augmenté. Cette réaction bien compréhensible aggrave encore les difficultés économiques.

Si la confiance revient et si la reprise survient ailleurs dans la Communauté européenne, il faut souhaiter que nos opérateurs économiques aient le réflexe inverse en réduisant leur taux d'épargne.

La tendance à la baisse des taux d'intérêt que je viens d'évoquer devrait donner un stimulant à l'activité économique.

La modération salariale et le *Maribelter* devraient améliorer la compétitivité de nos entreprises et, donc, leurs chances à l'exportation.

Enfin, la réduction des charges sociales sur les salaires les plus bas devrait favoriser la création d'emplois dans le secteur des services aux personnes et dans les PME.

Je pense qu'il est encore trop tôt pour affirmer de manière péremptoire qu'à partir de maintenant, le déficit se réduira « spontanément » vers le niveau de 3 p.c. préconisé pour 1996.

A ce sujet, permettez-moi de rappeler que, conformément aux dispositions du plan de convergence, la section « Besoins de financement » du Conseil supérieur des finances soumettra au Gouvernement, au plus tard le 15 mars 1994, un rapport relatif à l'exécution du programme de convergence en 1993, précisant l'ampleur des corrections à apporter, s'il y a lieu, en vue de respecter les objectifs dudit plan. Comme j'y ai veillé cette année-ci, je ferai en sorte que le Gouvernement dispose de ce rapport avant le début du prochain contrôle budgétaire.

Je voudrais en venir à présent à une autre question évoquée par la plupart des orateurs: la lutte contre la fraude fiscale. Il est d'ailleurs paradoxal de constater que c'est au moment où, manifestement, cette lutte commence à produire des effets qu'elle revêt tout à coup une importance énorme dans l'opinion. Des signes prouvent qu'un certain nombre de mesures donnent incontestablement des résultats. A ce sujet, je voudrais vous fournir deux précisions.

Premièrement, pour les dix premiers mois de 1993, les enrôlements à l'impôt des sociétés sont en augmentation de 16 milliards. De toute évidence, cela résulte essentiellement des mesures de lutte contre l'évasion fiscale prises ces dernières années.

Deuxièmement, signe peut-être encore plus frappant, les versements anticipés des sociétés sont en très sensible accroissement. Ainsi, les versements d'octobre 1993 connaissent une hausse de 15 p.c. par rapport à ceux d'octobre 1992. La première explication théoriquement possible est que les bénéficiaires des sociétés sont en augmentation et que la situation est donc moins grave que nous ne l'imaginons tous. Néanmoins, je n'y crois pas beaucoup et j'en arrive ainsi à une deuxième explication, plus plausible à mon sens: bien que leurs bénéficiaires soient en diminution — ce qui est probablement le cas si on les considère globalement —, les sociétés se préparent à payer davantage d'impôts parce qu'en effet, elles commencent à prendre en compte, dans le calcul des versements anticipés, un certain nombre de mesures de lutte contre l'évasion fiscale.

Je souligne qu'aujourd'hui, l'administration fiscale est mieux équipée qu'elle ne l'était il y a trois ans pour assurer une meilleure perception de l'impôt. Désormais, nous avons affaire à un personnel qui, incontestablement, est en moyenne plus qualifié et mieux

payé. Je rappelle au passage que des compléments de traitement spécifiques au département des Finances ont été octroyés au personnel des services de taxation pour le motiver davantage. J'estime que c'est un élément positif et j'ai l'intention de le maintenir.

Je le répète, non seulement le personnel est mieux payé, mais il est aussi globalement plus qualifié, ce qui se traduit nettement dans l'évolution des recrutements. Si l'on compare la situation d'octobre 1989 avec celle d'octobre 1993, on s'aperçoit que l'effectif total du ministère des Finances est en diminution de 500 personnes. En fait, cette dernière résulte de la conjonction de deux phénomènes: d'une part, une diminution de quelque 1 600 personnes des niveaux 3 et 4, ce qui est la conséquence de l'automatisation d'un certain nombre de tâches, et, d'autre part, une augmentation de 1 100 personnes aux niveaux 1 et 2, avec un accent particulier sur le recrutement de vérificateurs adjoints et de contrôleurs adjoints. Le ministère des Finances a incontestablement voulu relever le niveau moyen de qualification de son personnel et nous avons bien l'intention de poursuivre dans cette voie.

Vous savez que le Gouvernement a prévu le recrutement de 1 500 personnes supplémentaires pour les services de taxation à l'impôt des sociétés, et ce en trois tranches. Nous sommes maintenant dans la phase d'exécution de la deuxième tranche et le Gouvernement ne me donnera l'autorisation de procéder aux recrutements prévus dans la troisième phase que sur la base d'un rapport démontrant que les engagements des deux premières phases ont été utiles. J'ai tous mes apaisements à cet égard et je pense que je n'éprouverai pas de difficulté à démontrer au Conseil des ministres que ces recrutements supplémentaires donnent des résultats. Je dispose déjà d'indications pour les bureaux de taxation qui ont pu bénéficier de l'apport de ces nouveaux agents, lesquels sont recrutés sur la base d'exigences assez précises en termes de diplômes et reçoivent ensuite une formation spécifique à l'impôt des sociétés, de dix-huit mois. On remarque, dans ces bureaux, une augmentation significative du rendement à l'impôt des sociétés.

De heer Geens (CVP). — Mijnheer de minister, het is de eerste keer dat u dat zo duidelijk stelt. Die 1 500 bijkomende universitaire geschoolde ambtenaren zullen dus uitsluitend worden ingezet voor de controle op de vennootschappen?

De heer Maystadt, minister van Financiën. — Ja, inderdaad.

Nous ne négligeons pas les autres types d'impôt, mais nous avons décidé de mettre l'accent sur l'impôt des sociétés parce que nous avons estimé que c'était à ce niveau qu'apparaissait la plus grande carence de personnel qualifié. Il est clair que le contrôle des sociétés exige des qualifications plus spécifiques et plus poussées que d'autres types d'impôts, mais il conviendra à l'avenir de réfléchir également aux besoins pouvant apparaître dans d'autres administrations.

Nous privilégions donc le renforcement de la qualification du personnel et l'amélioration de l'équipement. A cet égard, le rapport de M. Garcia contient des chiffres au sujet du nombre de postes de travail automatisé, de PC, lequel passera en trois ans de 6 000 à 15 000 unités. On comptera ainsi, en 1995, un PC pour deux agents; je crois que peu de départements peuvent considérer qu'ils sont aussi bien équipés.

Nous nous employons donc à doter de moyens le ministère des Finances et les premiers effets commencent à se faire sentir. Le débat est parfois difficile à mener à l'égard de l'opinion publique car, si je puis donner des résultats en termes de chiffres, ces derniers doivent rester anonymes étant donné que nous sommes tenus par le secret professionnel au ministère des Finances.

Nous ne pouvons pas illustrer, par quelques noms bien connus, les chiffres que nous citons. Or, depuis 1988, les redressements d'impôts réalisés par l'Inspection spéciale des impôts sont en augmentation constante. Lorsque je dis que, l'an dernier, grâce à l'action de l'ISI, on a procédé à des redressements d'impôts pour plus de 30 milliards, ce n'est pas très parlant. Si je pouvais citer le nom de l'une ou l'autre société qui a dû payer des suppléments d'impôt à la suite de ces redressements, cela frapperait davantage

l'opinion. Cette dernière est, à juste titre, très sensibilisée par les affaires qui reçoivent de la publicité et qui présentent quelque difficulté, notamment certaines affaires portées devant la justice et qui, pour diverses raisons, n'ont pas pu être traitées en temps utile et ont été éteintes par la prescription. Pourtant, dans un certain nombre de ces affaires dont on a beaucoup parlé, les contribuables, s'ils ont échappé à la condamnation pénale, ont néanmoins payé des suppléments d'impôt parfois importants.

C'est un élément d'information à souligner car l'opinion publique n'en a que peu conscience. De manière générale, les gens croient que ces contribuables qui ont commis des fraudes importantes n'en ont subi aucun effet. Dans certains cas, malheureusement, et en raison de la prescription, ils ont échappé aux conséquences pénales de leurs actes. Toutefois, ils ont dû payer des suppléments d'impôts, majorés des accroissements dus en pareils cas.

Les mesures prises avec détermination et avec le soutien du Parlement, depuis quelques années, commencent à produire des résultats. Cependant, la lutte contre la fraude fiscale constitue une priorité. Nous ne devons pas en rester là et ne devons négliger aucun moyen pour en renforcer l'efficacité. C'est la raison pour laquelle, dans son plan global, le Gouvernement a annoncé une série de mesures nouvelles, lesquelles, s'ajoutant à toutes les autres, devraient nous permettre de compléter notre arsenal en vue de lutter contre la fraude fiscale et d'assurer une meilleure perception de l'impôt.

Je ne rappellerai pas en quoi consistent ces mesures. M. Geens y a fait allusion: elles partent de l'extension de la mesure anti-abus de droit à la fiscalité indirecte, jusqu'au renforcement des services de l'Inspection spéciale des impôts. C'est aussi le détachement de fonctionnaires des Finances à la nouvelle brigade constituée auprès du ministère de la Justice, à savoir la brigade dite DEFO. C'est aussi une série d'autres mesures ponctuelles concernant certains secteurs déterminés comme celui des restaurants, de la farine, des assurances, etc. et, sur ce plan, je vous renvoie au document concernant le plan global.

Je voudrais toutefois communiquer au Parlement que, depuis le dépôt du plan global, à la suite de la concertation qu'il a menée, le Gouvernement a pris deux nouvelles décisions. La première concerne le renforcement des pouvoirs de l'administrateur général des impôts. Théoriquement, ce dernier était déjà chargé, par le passé, de coordonner la lutte contre la fraude fiscale, mais il ne disposait pas des moyens suffisants en la matière. En effet, il n'avait pas d'autorité hiérarchique sur les différentes administrations fiscales. L'organigramme du ministère des finances révèle, en effet, qu'à la tête de chaque administration, se trouve un directeur général, lequel a théoriquement pour supérieur immédiat un administrateur général. Cependant, celui-ci ne peut donner aucune instruction; par exemple, il ne peut ordonner des contrôles conjoints de deux administrations fiscales. Nous avons prévu une modification du règlement organique du ministère des Finances, accordant à l'administrateur général des impôts le pouvoir hiérarchique sur l'ensemble des administrations fiscales pour tout ce qui touche à la lutte contre la fraude fiscale, en ce compris les réorganisations administratives qui se révéleraient nécessaires.

De plus, en dérogation aux règles de la Fonction publique, cet administrateur général sera autorisé à recruter, à l'intérieur ou à l'extérieur du département, deux ou trois experts de haut niveau, spécialisés notamment dans le management administratif. En effet, comme l'a dit très justement M. De Roo, la lutte contre la fraude fiscale ne peut se faire à l'aide de formules miracles, subitement inscrites dans la législation. Elle est aussi, et peut-être surtout, une affaire d'organisation et de management. Sur ce plan, l'administrateur général des impôts pourra faire appel à des spécialistes. Il sera également autorisé à procéder à toutes les consultations et auditions qui lui paraîtront nécessaires. Nous l'avons chargé, en particulier, d'organiser de manière plus systématique la consultation des membres du personnel. En effet, de bonnes idées peuvent être formulées par des gens qui travaillent sur le terrain. Dans cette optique, cet administrateur sera invité à recueillir les suggestions du personnel en la matière et à élaborer tous les six mois un rapport sur les résultats de ses actions. Celui-ci reprendra des indications sur les types de fraude qui auront pu être démantelées et sur le suivi réservé aux suggestions émises par le

personnel. Ce rapport sera transmis non seulement au ministre des Finances, mais aussi au Conseil supérieur des finances ainsi qu'aux commissions compétentes du Parlement. Il s'agit donc d'une mesure complémentaire et additionnelle par rapport à ce qui était annoncé dans le plan global.

Deuxièmement, le Gouvernement a décidé d'accélérer les travaux concernant un projet important mais complexe, celui de l'harmonisation des procédures fiscales. Comme vous le savez, un avant-projet de loi a été élaboré au terme d'une très longue concertation entre les administrations fiscales. Depuis la rentrée, il est soumis à la discussion du groupe intercabinet. Le Gouvernement a estimé que la discussion ne devait pas se prolonger à ce niveau et qu'un certain nombre de questions délicates devaient être tranchées au sein du Conseil des ministres de manière à transmettre rapidement ce projet au Conseil d'Etat et à le déposer ensuite au Parlement. L'objectif est de faire entrer ce nouveau code en vigueur dans le courant de l'année 1995.

L'examen de ce projet, qui doit contribuer à assurer une meilleure perception de l'impôt, représente un travail considérable, notamment pour le Parlement. Certaines dispositions doivent permettre à l'administration d'agir de manière plus efficace dans certaines circonstances. Je n'entrerai pas davantage dans les détails, d'autant plus que le Conseil des ministres doit encore trancher certains points délicats. J'espère néanmoins pouvoir entamer assez rapidement la discussion de ce projet de loi au Parlement.

De heer Geens (CVP). — Mijneer de minister, zal dit aan de orde komen op de Ministerraad van deze week?

M. Maystadt, ministre des Finances. — L'avant-projet sera soumis au Conseil des ministres de vendredi prochain et il sera accompagné d'une note qui reprend les principales questions devant être tranchées lors de ce conseil. Si ces questions sont résolues, le projet pourra être envoyé au Conseil d'Etat.

Je reconnais que la discussion sera difficile car il n'est pas toujours aisé de déterminer l'option qui concilie le souci d'une plus grande efficacité de l'administration et la préoccupation, tout aussi légitime, de maintenir une protection et un respect suffisants des droits du contribuable.

Tels sont les principaux éléments de la réponse que je souhaite apporter. J'espère avoir convaincu que, rarement, un Gouvernement se sera autant attaché à lutter contre la fraude fiscale et à améliorer la perception de l'impôt.

La lutte contre la fraude fiscale ne se mène pas à coup de slogans. Il s'agit d'un travail de longue haleine qui implique de la détermination et une volonté politique. Je crois pouvoir vous affirmer que le Gouvernement actuel n'en manque pas. Nous sommes bien décidés à poursuivre dans ce sens. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry (PRL). — Monsieur le Président, je remercie le ministre des Finances de sa réponse. Avec la compétence que tout le monde s'accorde à lui reconnaître, il a choisi les thèmes sur lesquels il désire s'exprimer. Je ne reviendrai pas sur ceux qu'il n'a pas repris, car ils sont trop nombreux. Cependant, j'évoquerai, en cinq points, certains éléments de sa réponse.

Tout d'abord, je me réjouis de la concertation organisée sur une partie du plan global. Cette concertation portant sur l'amélioration de la compétitivité, sur la lutte contre le chômage et sur certaines initiatives quelque peu administratives pour améliorer l'emploi, risque pourtant de retarder la mise en œuvre du plan.

Dans ce domaine, il convient de ne pas trop traîner. Le Conseil national du travail est souvent une chambre non pas d'enterrement mais bien d'enterrement. J'aimerais beaucoup que cela ne soit pas le cas dans le contexte actuel puisque, comme je l'ai dit dans mon introduction, les impôts sont certains, immédiats et définitifs, ce qui n'est malheureusement pas le cas des autres mesures.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Monsieur le Président, je tiens à dire à M. Hatry que le Gouvernement n'a nullement l'intention de traîner. Toutefois, il faut accorder le temps néces-

saire à la concertation, spécialement en ce qui concerne les mesures directement relatives à l'emploi pour lesquelles les interlocuteurs sociaux ont un rôle important à jouer.

Cela dit, je puis vous assurer, monsieur Hatry, notamment en ce qui concerne la compétitivité, que le Gouvernement a bien l'intention de ne pas attendre pour prendre les mesures qu'il a annoncées.

M. Hatry (PRL). — Je remercie le ministre pour ces précisions.

J'en viens à un deuxième point. Le ministre des Finances a quelque peu joué un rôle de « docteur tant mieux » en ce qui concerne l'Uruguay Round, la relance, la situation aux Etats-Unis, un ensemble d'éléments qui permettrait de croire que 1994 sera moins mauvais que 1993 et que 1995 sera franchement bon.

Tant mieux, mais je me permets tout de même de remarquer que les propos qu'a tenus le ministre sur l'épargne dans notre pays et le sort des salaires les plus bas le font quelque peu retomber dans une vieille tradition keynésienne qui inspire totalement le plan. En effet, celui-ci ne prévoit aucune mesure en faveur de l'épargne et privilégie tout à fait la consommation. Il s'agit là d'un des travers de la philosophie keynésienne, celui qui consiste à considérer l'épargne comme de l'argent qui est soustrait au grand circuit de la consommation. Or, l'Etat belge et notre industrie en ont besoin. L'idée est que tout ce qui est épargné n'est pas aussi bien utilisé — la thèse du bas de laine — que tout ce qui est consommé. Je ne pense pas que cette philosophie soit la meilleure.

Il serait préférable de restaurer la confiance, qui devrait être le facteur principal de la stimulation de l'économie, et non un transfert très artificiel et stimulé par la fiscalité de l'épargne vers la consommation.

J'en viens à un troisième point. Le ministre se réjouit, tout comme moi d'ailleurs, de la diminution de la fraude fiscale. Je me permets toutefois de souligner un fait relativement ancien: dans une certaine mesure, des sociétés qui avaient des droits incontestables à réclamer au Trésor certaines sommes — des centaines de millions dans un cas que je connais — ne l'ont pas fait, soit par crainte d'être écartées des adjudications publiques, soit par crainte de s'attirer l'hostilité du ministère des Finances ou du ministère des Affaires économiques. Ainsi, tout n'est pas exclusivement dû à des actions de la part du ministère des Finances. Un certain nombre d'éléments doivent également être pris en considération, éléments dont je pourrais vous parler en particulier, monsieur le ministre, et qui expliquent aussi pourquoi, dans certains cas, l'avantage n'a pas été exploité jusqu'au bout.

J'en viens à un quatrième point relatif à cette sorte de tsar de la fiscalité que l'on est en train d'installer. Je crains les dictatures, même si elles commencent par un ton très bonhomme et si leur titulaire est tout à fait acceptable initialement. C'est ce que nous voyons actuellement en Russie où le président Eltsine a élaboré une Constitution à sa mesure mais où l'on peut craindre que celle-ci soit un jour « détournée » par l'un ou l'autre fasciste ou communiste au pouvoir, qui en abuserait. Ne craignez-vous pas, monsieur le ministre, qu'un titulaire mal intentionné à ce poste ne parvienne un jour à créer un Etat dans l'Etat, une structure que plus personne ne pourrait maîtriser? Je souligne ce danger, quelle que soit la nécessité de faire respecter la loi dans le domaine fiscal.

J'en arrive au dernier point. Je suis d'accord pour améliorer l'efficacité des codes de procédure fiscale, mais certainement pas en violation des droits de la défense; un équilibre doit être trouvé entre les deux. Nous considérons toujours que le code conjointement mis au point en 1986 entre les partis au pouvoir à ce moment constituait une bonne réalisation de cet équilibre. Vous avez changé d'avis; nous avons conservé le nôtre.

Je confirme les propos que j'ai tenus cet après-midi en clôturant mon intervention: nous nous efforcerons de rétablir un meilleur équilibre entre les deux éléments sans abandonner l'objectif — qui nous est commun — d'une perception correcte et complète des impôts.

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Van Rompuy.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — Mijnheer de Voorzitter, ik zal proberen op een aantal vragen die me werden gesteld te antwoorden, zonder in herhaling te vallen met mijn collega van Financiën.

In de eerste plaats wil ik enkele beschouwingen naar voren brengen over de economische toestand in aanvulling op wat de minister van Financiën ter zake heeft gezegd. Het is bijna overbodig te zeggen dat wij niet alleen kwantitatief maar ook kwalitatief een zeer grote verandering meemaken in de wijze waarop de economie evolueert. Zoals minister Maystadt en de heer De Roo reeds hebben aangehaald, ontstaat er op het ogenblik gelukkig een tegenreactie op internationaal vlak tegen een tijdsgeest van het op zichzelf terugplooiën. De GATT- en de NAFTA-akkoorden, het vasthouden aan het Verdrag van Maastricht ondanks de contestatie daartegen in verschillende landen en de unanieme goedkeuring van het Witboek in verband met de groei, de competitiviteit en de werkgelegenheid in Europa, het zijn allemaal tekenen dat men een bepaalde koers wil aanhouden. Ook in deze periode van moeilijkheden en verwarring wil men toch een richting uitgaan die de toekomst vrijwaart. Men wil duidelijk niet meer de grote fout van de jaren 30 maken, namelijk vervallen in protectionisme en nationalisme. Dat zou inderdaad de grootste catastrofe betekenen die ons kan overkomen. Gelukkig hebben een aantal beleidsverantwoordelijken uit de hele wereld dit kunnen vermijden. Dat blijft voor mij hoe dan ook een teken van hoop voor de toekomst. Het is tevens een teken dat een economische groei in sociaal en ecologisch verantwoorde omstandigheden in de volgende jaren mogelijk blijft.

Wij zijn het dieptepunt van de recessie in België voorbij. Dat is ook het geval in Duitsland. De vraag is: hoe sterk en hoe omvangrijk zal de economische opleving zijn? Bovendien, zo zegt de Nationale Bank terecht, zal deze opleving slechts na vijftien of achttien maanden resulteren in bijkomende tewerkstelling? Toch is het belangrijkste dat wij het dieptepunt van de recessie goddank voorbij zijn, niet alleen bij ons, maar ook in andere Westeuropese landen.

Is onze toestand globaal gezien slechter dan in andere landen en is zij te vergelijken met vroegere toestanden in eigen land? Daarover is een controverse ontstaan naar aanleiding van de publicatie van bepaalde cijfers door de VLD-oppositie. Als antwoord hierop wil ik hier enkele zaken herhalen die ik buiten het Parlement reeds heb gezegd. Indien men de vier indicatoren ter appreciatie van een economisch beleid, te weten de economische groei, de inflatie, de werkloosheid en het extern evenwicht, in België vergelijkt met die van de ons omringende landen, dan halen wij nu een coëfficiënt van 118. In 1987 was dat 103. Onze relatieve positie is in vergelijking met zes jaar geleden — op het einde dus van de vorige coalitie — zeker niet verslechterd.

Ik heb naast de vier traditionele indicatoren ook met het overheidstekort rekening gehouden. Dit is strikt genomen weliswaar geen doelstelling maar een instrument. Ik voeg het als indicator enkel toe om te vermijden dat men mij zou verwijten geen aandacht te hebben voor dat tekort. In 1987 hebben wij, na een moeilijke periode te hebben gekend, een goed beleid gevoerd. Het kost mij geen moeite om dat te erkennen. Met de vijf indicatoren als parameter haalden wij toen in Europa de negende positie. Wij werden voorafgegaan door Portugal en Spanje en stonden net iets voor Ierland, Italië en Griekenland. Ook al mochten wij ons troosten met het feit dat wij van heel ver kwamen, over deze positie konden wij ons bepaald niet verheugen. In 1993 behalen wij in Europa de zevende plaats. Wij staan nu net vóór Duitsland en net achter Frankrijk. Wij hebben ondertussen Portugal en Spanje, die ons in 1987 voorafgingen, ingehaald. Wij doen het alles bij mekaar nog niet zo slecht. Dat is echter geen reden om de zaken op hun beloop te laten, wel een methode om aan te wijzen dat wij de toestand toch niet te erg mogen dramatiseren.

Een volgend punt in de appreciatie van de economische toestand is dat er sedert jaren een ont koppeling is tussen de economische groei en de werkgelegenheid en tussen de economische groei en de werkloosheid. Men ontsnapt niet aan een politiek van arbeidscreatie — bijvoorbeeld door de economische groei, door het herstellen van de competitiviteit — maar men ontsnapt evenmin aan een politiek van arbeidsdeling. Dat is op zich niet zo verwonderlijk. Ten opzichte van honderd jaar geleden werken wij allen

halftijds. Wij hebben nu vier weken vakantie. Honderd jaar geleden bestond vakantie waarschijnlijk niet. Wij kennen nu de vijf-dagenweek, met nauwelijks acht werkuren per dag, terwijl men honderd jaar geleden zeven dagen op zeven werkte, gedurende twaalf uren per dag.

De heer Hatry (PRL). — Die vergelijking gaat niet op voor de ministers.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — U bent ook minister geweest, mijnheer Hatry, ik veronderstel dat u ook hard gewerkt hebt en dat u hoopt ooit als minister nog hard te kunnen werken.

De belangrijke creatie van arbeidsplaatsen in de jaren 80 had vooral betrekking op deeltijdse arbeid, veel minder op voltijdse arbeid. Het enige experiment van algemene werktijdsverkortening in de Belgische geschiedenis gebeurde onder de vorige coalitie met de operatie 5/3/3, namelijk 5 pct. werktijdsverkortening, 3 pct. aanwerving en 3 pct. loonmatiging. Ik kom daar straks nog op terug. Nu zegt men dat dit een vergissing was. De heren De Croo en Goovaerts beweerden daarstraks dat een dergelijke maatregel de schaarste aan hooggeschoolden accentueert, want als men de werktijd verkort moet men een beroep doen op de hooggeschoolden op de arbeidsmarkt die al zo gering aanwezig zijn. Men mag dat bijgevolg niet meer doen. Tien jaar geleden voerde men echter enthousiast de operatie 5/3/3 in. De arbeidsdeling maakt dus deel uit van een politiek van werkgelegenheid. Dat moet in economisch verantwoorde omstandigheden gebeuren, vandaar de vruchtbare idee van de bedrijfsplannen om op het vlak van de onderneming zelf na te gaan wat er mogelijk is, in gemeenschappelijk akkoord tussen werkgevers en werknemers.

Aan de heer Geens moet ik zeggen dat ik de loonfondstheorie van in mijn studententijd nog niet vergeten ben. Het probleem van de laagste lonen stelt zich mijns inziens op een ander vlak. De laagste lonen van nu krijgen sociale lasten waardoor zij negatief gediscrimineerd worden. De kost van de laaggeschoolde arbeid overstijgt zijn produktiviteit. Nu zijn er twee methodes om de laaggeschoolde arbeid terug in het arbeidscircuit te brengen, namelijk ofwel de mensen straffen en de minimumlonen naar omlaag halen, ofwel de lasten die wegen op de minimumloonkosten te drukken. Het gaat niet op iedereen op het laagste loonniveau te brengen en van bijscholing en vooruitgang in het leven te demotiveren. Het is de bedoeling een kwetsbare groep van werklozen de kans te geven terug mee te draaien op de arbeidsmarkt. Zij worden vandaag negatief gediscrimineerd. Zij moeten een kost krijgen die in verhouding staat tot de produktiviteit van laaggeschoolden.

De heer Geens (CVP). — Mijnheer de Vice-Eerste minister, de negatieve discriminatie spruit niet voort uit de sociale zekerheid of uit de fiscaliteit. De bijdragen voor de sociale zekerheid zijn immers bepaald in verhouding tot de hoogte van het inkomen. De fiscaliteit is zelfs progressief. Iemand met een lager inkomen betaalt beduidend minder belastingen. Daaruit kunnen twee conclusies worden getrokken. Ten eerste is er de mogelijkheid om een progressieve sociale bijdrage te heffen, maar enkele jaren geleden was die bijdrage nog degressief. De enige juiste methode is echter de verlaging van de minimumlonen. Zolang wij de minimumlonen en de minimumuitkeringen onttrekken aan elke vermindering en zelfs een welvaartsverhoging toekennen, gaan wij de verkeerde kant op.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — Er is een verschil tussen minimumlonen en minimuminkomens. Alle inkomens, ook de lage, zijn nu onderworpen aan de gezondheidsindex. Dit is niet altijd het geval geweest.

Het is niet omdat de sociale zekerheid proportioneel wordt toegepast, dat de last die weegt op de minimumlonen niet disproportioneel is op grond van zijn produktiviteit. Men kan dit onderscheid rustig blijven maken.

De heer Geens (CVP). — Dat is omdat de lonen te hoog zijn ten opzichte van de produktiviteit.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — Mijnheer Geens, ik heb de vergelijking gemaakt met de productiviteit.

Een tweede reeks van beschouwingen betreft de omvang van het tekort en de geleverde inspanningen.

In ons land is het begrotingstekort weliswaar niet gedaald, maar het is ook maar amper gestegen ten opzichte van enkele jaren geleden. Op zichzelf is dit een prestatie wanneer men de vergelijking maakt met andere landen. In een groot aantal Europese landen is het begrotingstekort vier punten hoger dan enkele jaren geleden en is nu opgelopen tot 6,4 pct., het Europees gemiddelde. Tot vóór enkele jaren bedroeg dit tekort iets minder dan 3 pct. In de periode waarin elders de tekorten stegen, is het tekort bij ons gelukkig gestabiliseerd.

De heer Hatry beweert dat men voor de inkomsten altijd precieze cijfers kan aangeven, maar dat dit voor de uitgaven niet het geval is. Ik heb deze week nochtans de cijfers bekendgemaakt van de uitgaven van de federale overheid voor de eerste elf maanden. De uitgaven van de federale overheid dalen in reële termen met 3 pct. in 1993. Voor 1994 zitten wij zelfs 10 miljard onder de nulgroei voor de primaire uitgaven. Dit wordt trouwens door het Rekenhof bevestigd.

Op het vlak van de uitgaven werd dus een belangrijke inspanning geleverd. Ik heb hier trouwens geen enkele verdienste aan vermits het voorbij anderhalf jaar iemand anders de functie van minister van Begroting waarnam. Dat men dus ophoudt te beweren dat op het vlak van de uitgaven geen grote inspanningen werden geleverd. In het algemeen is de inspanning die de Belgische Regering heeft gedaan op het structurele vlak overigens één van de grootste in de hele Europese Unie. Ook dit kan worden bewezen aan de hand van de gegevens van het Internationaal Monetair Fonds.

De inspanning kan worden vergeleken met de inspanningen die in de jaren 80 werden geleverd. Ik heb in de commissie medegedeeld dat in 1992 en in 1993 ten belope van 497 miljard maatregelen werden getroffen. Ik heb laten berekenen wat de weerslag was van de maatregelen die in 1984 en 1986 werden genomen in uitvoering van de zogenoemde Sint-Annaplannen en Hertoginendalplannen. Deze weerslag bedroeg 504 miljard. De geleverde inspanning was toen dus ongeveer even groot. Het bedrag van 497 miljard is ongeveer gelijk verdeeld tussen ontvangsten en uitgaven. Ik durf gerust te zeggen dat er voor 192 miljard aan maatregelen werden getroffen aan de inkomstzijde en voor 211 miljard aan de uitgavenzijde. Wij hebben op dit vlak open kaart gespeeld.

Ik moet ook eigenlijk toegeven dat het globaal plan een toename van de fiscale en de parafiscale druk tot gevolg heeft. De stijging zal 0,2 punt van het BNP bedragen in 1994 en 0,3 punt van het BNP in 1996. Ze is gedeeltelijk te wijten aan de verhevigde strijd tegen de fiscale fraude. Naarmate de wet beter wordt toegepast, stijgen de fiscale ontvangsten en neemt de fiscale druk toe. Naarmate er meer wordt gefraudeerd, daalt de fiscale druk. Dit is een statistische werkelijkheid, die eerder pervers overkomt.

Als dat de enige inbreuk is op de zogenoemde fiscale stop of stabilisatie van de globale fiscale en parafiscale druk, dan valt dit nogal mee, te meer daar de fiscale en parafiscale druk nu nog altijd één BNP-punt of 70 miljard lager ligt dan in 1987. Ik wilde een aantal zaken maar even relativeren.

Ook al is het laat en zijn er niet zo heel veel toehoorders meer, toch wens ik erop te wijzen dat het onderscheid tussen ontvangsten en uitgaven min of meer een semantisch onderscheid is. In maart heb ik ook reeds de kans gehad erop te wijzen dat het onderscheid bijna ridicule proporties kan aannemen. Herinner u de indexsprongen van de jaren 80. Voor de privé-sector was dit een parafiscale last, voor de salarissen van het overheidspersoneel en voor de mensen met een sociale uitkering een uitgavenvermindering.

Identiek dezelfde maatregel met identiek dezelfde weerslag op de koopkracht werd in het ene geval als een fiscale ontvangst en in het andere geval als een uitgavenvermindering beschouwd. Ik zal niet beweren dat er helemaal geen verschil is, maar in elk geval gaat het tot op zekere hoogte om een semantisch onderscheid. De toenmalige minister van Financiën had overigens een nieuwe defi-

nitie van «last» ontwikkeld. Een last was een verplichte overdracht aan de overheid waartoe het besluit niet door de minister van Financiën werd ondertekend. Vanaf het ogenblik dat bijvoorbeeld de heer Dehaene, toenmalig minister van Sociale Zaken, de indexsprongen voor zijn rekening nam, in de vorm van genummerde koninklijke besluiten, was er niets aan de hand en ging het plotseling ook niet meer over een last; zolang het dus maar niet uitging van de minister van Financiën. Politiek en semantiek hebben soms erg veel met elkaar te maken.

De heer Hatry heeft ook vragen gesteld over de omvang van het tekort in de Gewesten en Gemeenschappen. In het verslag van de heer Garcia vindt u trouwens een interessante tabel in bijlage 4. Ik wijs hem er trouwens op dat de saldo's van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, dat hij goed moet kennen, vermits hij er een paar jaar verantwoordelijk voor is geweest, geen catastrofale vormen aanneemt. Ik zie dat er eind juli 1993 een gecumuleerd tekort van 6,7 miljard was. U moet dat maar eens navragen bij uw vrienden in de Brusselse Executieve, mijnheer Hatry.

De heer Hatry (PRL). — Mijnheer de Vice-Eerste minister, dat zijn de begrotingen en niet de uiteindelijke rekeningen.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — We zullen zien wat het wordt, mijnheer Hatry, maar in elk geval is het tekort niet noemenswaardig. De Hoge Raad voor de financiën is nogal pluralistisch samengesteld en is één van de weinige organen waartoe, zeker langs Vlaamse kant, belangrijke mensen tot de ideologisch liberale oppositie behoren. Zij behoren daarom nog niet allemaal tot de VLD, maar wat liberale orthodoxie betreft steken sommigen de VLD zelfs voorbij.

De Hoge Raad voor de financiën verklaarde in juni dat de globale toestand inzake het deficit van Gemeenschappen en Gewesten conform met de algemene normen was die zij hebben vooropgesteld. Bovendien doen sommige Gewesten en Gemeenschappen, maar niet allemaal, zelfs aan terugbetaling van gedebudgetteerde schuld, wat tijdelijk weegt op hun netto te financieren saldo, maar op de duur positieve gevolgen moet hebben. Op dit ogenblik is er een overleg gaande tussen de Gemeenschappen en Gewesten enerzijds en de centrale overheid anderzijds. Het gaat over het leveren van een bijdrage tot het globaal plan, zowel op het gebied van tewerkstelling, waarover zij binnenkort samen een document zullen publiceren met alle initiatieven die op dat vlak werden genomen, als op het gebied van het netto te financieren saldo. We zullen zien wat de uitkomsten daarvan zijn.

In elk geval halen Gemeenschappen en Gewesten ook voordeel uit maatregelen die niet zij, maar de federale overheid heeft getroffen. De toepassing van de gezondheidsindex heeft bijvoorbeeld ook een belangrijke weerslag op hun uitgaven, zeker voor de Gemeenschappen die met hoge personeelskosten te maken hebben. Tegenover dit voordeel, waarvoor zij op geen enkel ogenblik verantwoordelijk zijn, zouden zij ook een bijdrage kunnen leveren tot het aanzuiveren van het globaal tekort of zouden zij er ten minste voor kunnen zorgen dat de federale overheid geen budgettaire meerkost moet dragen door hun dotaties zonder meer te indexeren. Het spreekt echter vanzelf dat hierover een gezamenlijk akkoord moet worden bereikt en precies daarom wordt er overleg gepleegd tussen de verantwoordelijken van Gemeenschappen en Gewesten en van de federale overheid.

De heer Schiltz heeft gesproken over de weerslag van het Witboek op de financiën van België en van de Europese Unie.

De minister van Financiën zou het beter kunnen formuleren dan ik, maar als ik het goed voor heb moeten de maatregelen in verband met de landbouw, eventueel zelfs compenserende maatregelen, in overeenstemming zijn met de richtlijnen die zijn vastgelegd tijdens de Top van Edinburgh. Bovendien mag het Witboek geen bijkomende lasten voor de Europese begroting met zich brengen. Dit is trouwens uitdrukkelijk genoteerd in de conclusies van de Top van Brussel. Er werd nog geen definitieve beslissing genomen over de te financieren 8 miljard ecu. Op een gegeven ogenblik was er sprake van een feitelijke waarborg die de Europese Commissie zou geven door op te treden op de kapitaalmarkt. Men zoekt een financieringswijze die in geen geval op de Europese begroting mag drukken.

Verschillende Europese lidstaten kampen met een budgettaire krapte en er is een strenge norm voor de uitgaven van de Europese Unie. Maar er is, ondanks de budgettaire schaarste, een financieel overschot. Er is immers een ruime liquiditeit aanwezig op de kapitaalmarkt die kan aangesproken worden voor de financiering van projecten. Een typisch crisisverschijnsel is dat spaargelden wachten op nieuwe investeringen, anders zou er geen crisis zijn. Dit is haast een definitie van economische crisis.

Een derde reeks beschouwingen betreft het blijvend hoog tekort. Dat heeft natuurlijk te maken met de hoge schuld, in verhouding tot het bruto binnenlands produkt, waarmee wij opgezadeld blijven. Wanneer alles gunstig evolueert en er verder kan worden gewerkt op het schema van Maastricht, dan zal vanaf 1995 het omgekeerde sneeuwbal-effect zich manifesteren.

De minister van Financiën heeft zojuist uiteengezet waarom er redenen zijn om, niettegenstaande de problemen in België en in andere landen, relatief optimistisch te zijn.

Het spreekt echter vanzelf dat het begrotingsbeleid bestendig rekening moet houden met de economische en de monetaire context. Variabelen als economische groei en rente zijn heel belangrijk.

Sommigen zijn voorstander van een definitieve oplossing. Aan dezelfde personen, die het ondernemingsleven goed kennen, stel ik de vraag of zij het werkgelegenheidsprobleem definitief kunnen oplossen. Zijn zij immers niet elke dag afhankelijk van de economische conjunctuur? Waarom zou de overheid, verantwoordelijk voor het budget daar niet onderhevig aan kunnen zijn? Niettemin is de operatie die wij nu hebben gedaan één van de etappes. Er is met het globaal plan een grote sprong voorwaarts gemaakt, maar beweren dat het uitgesloten is dat er in de toekomst geen bijsturingen meer noodzakelijk zullen zijn zou onverstandig zijn.

Een vierde reeks beschouwingen handelt over de vraag of een streng begrotingsbeleid in België en in de Europese Unie deflatorisch is. Onder meer de heer Goovaerts heeft de cijfers aangehaald die ik in de commissie heb gebruikt. Tegenover 23 pct. koopkrachtvermeerdering de afgelopen jaren staat een vermindering van 2,6 pct. van het reëel beschikbaar inkomen tussen nu en 1996. Hij heeft de boodschap begrepen: wij gaan er met zijn allen op achteruit.

Hij moet mij maar eens uitleggen hoe men budgettaire kan saneren en hoe men de concurrentiekracht kan herstellen zonder daarvoor een prijs te moeten betalen. In het begin van de jaren 80 bedroeg de vermindering van het beschikbaar inkomen niet 2,5 pct., maar wel 10 pct., en dat was toen ook nodig.

De illusie geven dat een oplossing mogelijk is die niemand raakt, noem ik populisme als ik goedghumeurd ben of zuivere demagogie als ik minder goedghumeurd ben.

Natuurlijk is een herschikking van de inkomens nodig ten voordele van de begroting, de competitiviteit en de ondernemingen, en uiteindelijk van de werkzoekenden, zowel voor nu als voor de toekomst.

In verband met de koopkracht is ook aandacht vereist voor de spaarneiging die op het ogenblik vrij groot is, namelijk 20 pct. Men beweert dat het vertrouwen moet worden hersteld vooraleer het spaargeld vrij komt en aldus een bijdrage kan leveren tot het economisch herstel. Dat dit vertrouwen in het binnenland kan terugkomen, lijkt me zonder meer mogelijk aangezien het vertrouwen van het buitenland al is teruggekeerd. Als gevolg van het globaal plan daalden namelijk de rentevoeten en verstevigde de positie van de Belgische frank. Sommige maatregelen zijn blijkbaar populairder in het buitenland dan in eigen land.

Zodra de bevolking merkt dat de maatregelen worden ingevoerd, zij het aangepast aan «gevoeligheden» — we moeten namelijk altijd rekening houden met de openbare opinie — en dat de Regering haar politiek voortzet, kan opnieuw een klimaat van hoop ontstaan. Daarvan ben ik overtuigd. Uiteraard kunnen het GATT-akkoord en het Witboek van de EU ook een gunstige invloed hebben.

Een technische, conjuncturele reden waarom spaargeld zal worden omgezet in koopkracht is bovendien dat een aantal aankopen niet *ad infinitum* kunnen worden uitgesteld. Dat omzetten van opgepot spaargeld in koopkracht is ten andere een vorm van reflatie, en niet van deflatie.

Over de daling van de rentevoeten heeft de minister van Financiën interessante zaken gezegd. De heer De Croo heeft een prognose gevraagd. Iedereen die de jongste jaren over rentevoeten en wisselkoersen prognoses heeft gemaakt, heeft zich belachelijk gemaakt, en dat wil ik niet doen. Als hij toch een bron wil: de Kredietbank heeft voor 1995 en 1996 een korte-termijnrentevoet van 4,5 pct. voorspeld, wat lager is dan de raming die de Regering heeft aangehouden voor de korte-termijnrente tot 1996. Veel zal echter afhangen van de evolutie van de rentevoeten tijdens de volgende jaren, vooral nu in Duitsland een politiek van «krap geld» werd gevolgd die heeft geleid tot hoge rentevoeten en die ook de evolutie in ons land heeft bepaald.

Als wij een geloofwaardige politiek blijven volgen inzake inkomens en begroting, dan zullen wij ten volle mee kunnen profiteren van de te verwachten renteverlagingen op korte en op lange termijn. Indien we dat niet doen, dan zullen we van een mogelijke renteverlaging geen gebruik kunnen maken.

Dat een politiek van devaluatie nefast is voor de rente, bewijst de ervaring van de jaren 80. Wij moesten in 1981 en 1982 de frank devalueren. Wij hadden geen andere keuze, maar hebben ze echter gedurende jaren betaald in de vorm van een hoge rente. Tot 1987 was de reële korte-termijnrente op de Belgische frank drie à vier punten hoger dan op de Duitse mark. Dit was de nasleep van het gevoel van wantrouwen dat was ontstaan na de devaluatie van 1982. Indien wij vandaag zouden devalueren, dan zouden wij niet kunnen profiteren van de internationale rentedaling.

Een vijfde reeks van beschouwingen betreft onze hoge openbare schuld. Wij hebben traditioneel, helaas, een hoge openbare schuld. Wij hebben onze schuld na de oorlog niet gerepudieerd zoals Duitsland. Wij mogen hieraan echter niet alle problemen wijten.

In 1974 bedroeg onze openbare schuld 59 pct. van het bruto nationaal produkt tegenover ongeveer 40 pct. in de ons omringende landen. In 1985 bedroeg de openbare schuld 111 pct. van het bruto nationaal produkt, in 1986 115 pct. en in 1987 119 pct., hoewel wij in dat jaar het begrotingstekort aanzienlijk hebben verminderd. Dit was echter onvoldoende om de verhouding tussen openbare schuld en bruto nationaal produkt te keren.

Zoals altijd heb ik aandachtig de toespraak van de heer Hatry beluisterd. Die was, zoals steeds, goed gedocumenteerd, ter zake en objectief. De formulering van zijn alternatief heeft mij echter ontgoocheld. Ik zal maar aannemen dat hij wegens tijdsgebrek niet dieper op dit alternatief is ingegaan, maar eigenlijk was het nog vager dan dat van de Vlaamse liberalen. Zij hebben niet de moeite gedaan om hun alternatief hier naar voren te brengen, maar zij hebben dat wel een paar dagen geleden gedaan. De heer Goovaerts zegde dat er een bom nodig is tegen de lapmiddelen van de Regering. Ik wacht echter op een precieze formulering van wat hij hiermee bedoelt.

Ik weet dat onze Franstalige vrienden de Nederlandse politiek niet op de voet volgen, maar in Nederland wordt bij de verkiezingen het programma van elke partij financieel getoetst door het centraal planbureau. Het zou interessant zijn dat ook hier eens te doen.

De heer Hatry (PRL). — Mijnheer de Vice-Eerste minister, hoeveel liberalen zitten er in het Belgisch Planbureau in vergelijking met het Nederlandse? Geen enkele. Het Planbureau is een politiek orgaan worden.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — Ik heb ze niet geteld.

De heer Hatry (PRL). — Ik wel.

De heer Van Rompuy, Vice-Eerste minister en minister van Begroting. — Mijnheer Hatry, ik zou misschien eens kunnen nagaan welke partijkaart de leden van het Planbureau hebben, maar wij kunnen de programma's ook laten testen door de Nationale Bank. Daar zitten misschien meer liberalen. Een dergelijke oefening in eigen land zou zeer interessant zijn. Indien onze verkiezingsprogramma's door een objectieve instantie zouden

worden ontleed zou volgens mij uit zo'n analyse blijken dat het alternatief van u en uw liberale Vlaamse collega's niet veel voorstelt.

U hebt ook een aantal keren gealludeerd op de periode dat de liberalen in de Regering zaten. Ik heb in het kort nagegaan welke maatregelen er vandaag worden genomen en welke er in die periode werden genomen. Men zegt nu dat de indexsprong een vergissing was van 100 miljard. De maatregelen inzake de kinderbijslag van vandaag zijn, eigenlijk dezelfde als in de regeerperiode met de liberalen, alleen wordt nu meer rekening gehouden met de inkomens. Er wordt een inlevering op de kinderbijslag per gezin gevraagd, onafhankelijk van het aantal kinderen, en aan de gezinnen zonder kinderen wordt een gelijkaardige inspanning opgelegd. Zo een maatregel werd tien jaar geleden reeds ingevoerd en in 1992 weer ingetrokken. Nu wordt hij weer ingevoerd, maar met een inkomensmodulatie. Gaat u mij zeggen dat ook die maatregel een vergissing was?

En dat was er de 5/3/3-maatregel met het oog op de arbeidsduurverkorting. Was dat ook een vergissing? Was dat ook een maatregel die niet voor herhaling vatbaar is? Ik krijg soms die indruk als ik sommigen hier bezig hoor. De maatregel voor de banken en de bepaling dat de gezondheidsindex moet worden omgezet in meer jobs zijn letterlijk overgenomen uit het koninklijk besluit van 1982 waarin identiek dezelfde maatregel werd genomen na de devaluatie van de Belgische frank. De ingrepen voor degenen die geen inkomen uit loon hebben waren in de jaren 80 nog sterker dan de huidige. Ik zou zo verder kunnen gaan. Het is al te gemakkelijk te zeggen dat men het anders zou doen en niet meer te erkennen dat men zelf in het verleden ook zo'n belangrijke maatregelen heeft genomen.

Een zesde reeks beschouwingen gaat erover dat saneren een, zij het uiterst moeilijke, maatschappelijke opdracht is. Elke uitgave, zelfs al noemt men ze nutteloos en een verspilling, raakt mensen, via koopkracht en via werkgelegenheid. In periodes waarin moet worden gesaneerd, sneuvelen er taboes. Ik heb reeds in de commissie gezegd dat het overheidspersoneel gedurende de jongste jaren gedaald is met 18 000 eenheden. In 1993 zullen er opnieuw 7 000 ambtenaren minder zijn. Het jaarverslag van de Nationale Bank zal dit wellicht bevestigen. We komen uit een periode met een grote stijging van het ambtenarenbestand. De trend wordt nu omgekeerd.

Wij spreken nu over de verkoop van activa, al horen sommigen liever spreken over de privatisering van overheidsbedrijven. Men heeft hier al jaren over gediscussieerd. Momenteel is het streefdoel negentig miljard waarvan reeds vijftig miljard werden verwezenlijkt door de operatie rond de ASLK.

In deze periode van saneringen, werd bij het toekennen van uitkeringen een inkomenscriterium ingevoerd, eerst door middel van een sociale franchise en nu ook inzake de kinderbijslagen. Ik heb vandaag gehoord, bij monde van de heer De Croo, dat de inleveringen voor de kinderbijslagen niet progressief genoeg zijn. Misschien heb ik dat verkeerd begrepen, want soms wil men iets wel verstaan en dan hoort men dat ook, dat is freudiaans. Welnu, zij zijn progressiever dan de barema's van de personenbelasting.

De inkomensmodulatie in het stelsel van de sociale uitkeringen is een belangrijke vernieuwing, al is dat niet zonder gevaar. Daarbij rijzen heel wat problemen. Daarover hebben wij in de commissie niet lang genoeg van gedachten kunnen wisselen, maar ik denk dat iedereen, van welke politieke strekking ook, de risico's daarvan goed inschat. Omdat men de inspanningen billijk wou verdeeld zien, heeft men welbewust voor die risico's gekozen.

Als saneren niet maatschappelijk aanvaardbaar is, dan komen er vele reacties los, die nog veel erger zouden geweest zijn indien in het plan geen evenwichten waren opgenomen. De inspanningen werden zoveel mogelijk verdeeld naar draagkracht. Ten eerste wil men de minstbedeelden sparen. Vandaar dat de gezondheidsindex feitelijk niet wordt toegepast op een aantal minima in de sociale zekerheid. Ten tweede wordt er bij een aantal besparingen, zoals inzake de kinderbijslagen, rekening gehouden met het inkomen. Ten derde worden alle inkomens geïsoleerd, niet alleen deze uit arbeid, maar ook deze uit vermogen. Dat kan aanleiding geven tot spanningen tussen economische rationaliteit en sociale rechtvaardigheid, bijvoorbeeld inzake roerende en onroerende inkomens.

Onze maatregelen zijn er dus op gericht beide effecten te handhaven. Er is hier verwezen naar de bouwsector. Op een ogenblik dat de rente daalt, wat een gunstig effect heeft op de bouwactiviteit, kan de overheid het zich veroorloven een grotere inlevering te vragen aan de eigenaars, de eerste woning buiten beschouwing gelaten. In het tweede trimester van dit jaar zijn de bouwvergunningen weer toegenomen. De ervaring van de laatste tien à vijftien jaar heeft mij geleerd dat de rente, veel meer dan de fiscaliteit, bepalend is voor de bouwactiviteit. De Regering heeft dus geprobeerd een aanvaardbare spanning te bereiken tussen economische rationaliteit en sociale rechtvaardigheid.

De minister van Financiën heeft het al gehad over de strijd tegen de fiscale fraude als tegenhanger voor een aantal maatregelen op het maatschappelijk vlak. Het verslag van de heer Garcia vermeldt enkele cijfers in verband met de strijd tegen het oneigenlijk gebruik van de sociale zekerheid, bijvoorbeeld de uitsluiting van langdurige werklozen van wie vaststaat dat ze geen werkzoekenden zijn. Zoals voor de fiscale fraude zou er ook voor de sociale fraude aan een rapportering kunnen worden gedacht, bijvoorbeeld voor het zwartwerk, voor het werk van illegalen en voor nog andere sociale misbruiken. Ook de strijd tegen de sociale fraude draagt bij tot het maatschappelijk aanvaardbaar maken van de saneringsmaatregelen.

Het wegwerken van niet-gerechtigde verschillen in de sociale zekerheid tussen noord en zuid kan daartoe eveneens bijdragen. Als men de indruk krijgt dat sommigen in bepaalde subregio's of bepaalde Gewesten zich onttrekken aan de algemene normen, dan vervalt de aanvaardbaarheid van bepaalde maatregelen.

De Regering heeft de moed gehad aan een communautair neutrale instantie, in casu de algemene raad van het RIZIV, een rapport te vragen over de toepassing van de sociale wetgeving in heel het land. Voor het eerst beschikken we over gegevens waarop kan worden gewerkt en waarvan niet kan worden gezegd dat ze afkomstig zijn van een louter Vlaamse of louter Franstalige instantie. Nu kunnen we die gegevens analyseren om dan daarna corrigerende maatregelen te nemen. Dank zij deze neutrale gegevens kan het debat « verzakelijkt » worden, weggehaald worden uit de slogans. Overigens bevat ook het globaal plan een reeks belangrijke maatregelen die moeten bijdragen tot het wegwerken van de ongerechtvaardigde verschillen om aldus te komen, zoals gepland in het regeerakkoord, tot een eenvormige toepassing van de sociale-zekerheidswetgeving in heel het land.

In tegenstelling tot wat sommigen beweren is het globaal plan meer dan een louter budgettaire operatie. Het globaal plan staat in de eerste plaats ten dienste van de werkgelegenheid. Zoals velen ben ik ervan overtuigd dat, als wij de zaken op hun beloop laten, we nog meer zullen evolueren naar een duale maatschappij. Onze maatregelen beogen niet alleen een verbetering op economisch vlak, maar ook op sociaal vlak. De heer De Roo heeft daarstraks terecht het verband gelegd tussen de marginalisering van groepen in de samenleving en de criminaliteit, het gevoel van onveiligheid en het drugsgebruik.

Het is dus niet alleen om sociale of economische, maar ook om breed maatschappelijke redenen dat deze operatie op het getouw wordt gezet. Het plan is globaal in meervoudige zin. Het is globaal omdat sociale zekerheid, economische groei en werkloosheid in nauw verband staan. De vermindering van de sociale lasten moet bijdragen tot meer werkgelegenheid wat op zijn beurt het begrotingstekort moet verminderen. Het zijn immers precies de te hoge sociale lasten die voor een stuk het begrotingstekort hebben veroorzaakt. Omgekeerd geeft een groot begrotingstekort vaak aanleiding tot een verhoging van de sociale lasten waaruit dan een vernietiging van arbeidsplaatsen voortvloeit. Men beweegt zich dus bestendig in een vicieuze cirkel. Precies om daaruit te geraken heeft men gekozen voor een globale aanpak die op de verschillende componenten tegelijk inwerkt.

Of dit doortastend genoeg wordt gedaan, kan pas later worden uitgemaakt. Veel hangt af van de internationale economische omgeving. Als die positief evolueert dan kunnen wij, dank zij dit plan, daarvan veel beter de vruchten plukken dan wanneer wij verder evolueren in de richting van wat men in Nederland noemt « de economie van het op », een stagnerende economie, de zero-groei. Als wij op internationaal vlak een herleving van de eco-

nomische activiteit meemaken, dan kunnen wij ons daarin ons globaal plan perfect inschakelen, te meer daar alle krachtlijnen van het plan terug te vinden zijn in het Witboek van de Europese Unie. Wie de vader daarvan is, zal de geschiedenis uitmaken, maar zeker is dat een groot aantal passages uit het globaal plan en het Witboek identiek zijn.

Het is in deze brede context dat de regeringsaanpak zich situeert. Het plan is dus globaal, niet in de zin dat alle inkomens en dus iedereen erdoor wordt getroffen, maar omdat het inwerkt op de verschillende componenten die voor onze moeilijkheden verantwoordelijk zijn. Met een tikkeltje geluk zullen wij terug bergop kunnen gaan. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry (PRL). — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier le Vice-Premier ministre qui nous a donné une réponse circonstanciée.

Ce qui précède m'inspire deux remarques. D'une part, étant donné l'heure tardive, ma réplique sera extrêmement synthétique. D'autre part, je trouve dommage que tant de talent soit consacré à une si mauvaise cause! Ces termes doivent toutefois être nuancés car il s'agit, en fait, d'une très bonne cause, mais servie par des moyens tout à fait médiocres.

En effet, nous sommes d'accord avec le Gouvernement quant aux buts qu'il poursuit: l'emploi, la compétitivité, l'équilibre des finances publiques et de la sécurité sociale. Nous estimons cependant que le plan ne permettra pas de rencontrer ces objectifs.

Je ne diviserai pas mon exposé en cinq ou six grandes rubriques mais développerai un certain nombre de points.

En ce qui concerne la politique étrangère, je tiens à dire que je suis un fervent défenseur d'une politique « bipartisane » — selon le langage utilisé aux Etats-Unis — c'est-à-dire menée de commun accord par la majorité et l'opposition. Nous soutenons le GATT, l'ALENA, le Traité de Maastricht et l'Espace économique européen. Il est toutefois dommage qu'en ce qui concerne certaines initiatives, on n'ait pas recherché un meilleur consensus du côté gouvernemental. Je pense notamment à certaines lacunes quant à des aides humanitaires à destination de l'Afrique qui auraient pu être basées sur des décisions prises de façon « bipartisane ».

J'ai été très heureux d'apprendre de la bouche tant du ministre du Budget que du ministre des Finances que la récession serait sinon terminée, tout au moins atténuée à partir de 1994, surtout du second semestre. Nous avons apparemment affaire à deux « docteurs tant mieux »! Espérons que ces prévisions se réalisent.

A la thèse de « l'homme malade de l'Europe » que serait la Belgique, le ministre du Budget oppose celle, bien connue, du quadrilatère ou du diamant magique, dont les quatre grandes composantes sont l'inflation, la croissance du PIB, le chômage et la balance des paiements. A partir du moment où l'on y ajoute le déficit des finances publiques, il s'agit non plus d'un quadrilatère — ou d'un diamant — mais d'un pentagone.

Je me permets cependant de signaler que, dans le calcul que le ministre nous a soumis et qui semble avoir toute la vertu irréfutable de l'exemple mathématique, l'échelle choisie pour mesurer chacun des axes sur lesquels est calculée l'évolution des cinq critères en question n'est pas indifférente. Selon qu'il donnera la préférence à l'un ou l'autre calcul d'échelle pour tel ou tel critère, le résultat sera différent. La Belgique, située en neuvième position en 1987, pourrait, par exemple, se retrouver à la première position! J'ai l'habitude d'entendre de meilleurs arguments de votre part, monsieur le ministre. Vous savez très bien que j'ai raison et que l'axe conditionne la superficie, que ce soit du quadrilatère — du diamant — ou du pentagone.

En ce qui concerne notre attitude par rapport aux critères de Maastricht et, plus particulièrement, à ceux des finances publiques, nous ne devrions pas être gênés du fait que notre situation se stabilise alors que celle des autres pays se détériore, ce qui n'est pas très prometteur, à long terme, pour l'Union économique et monétaire.

J'aimerais également formuler deux remarques. Votre Gouvernement, le Gouvernement précédent et le nôtre, ont toujours dit qu'il était prématuré de statuer aujourd'hui dans des domaines où

les décisions finales ne seront prises qu'en 1996 ou même plutôt en 1998 ou en 1999. Il est donc trop tôt pour que nous tranchions sur les critères de Maastricht et sur les impacts qu'ils auront alors que le Conseil européen ne devra se prononcer à ce sujet qu'à la fin de l'année 1996, en 1997 ou, plus probablement encore, en 1998.

J'ajouterai que les Gouvernements qui se sont succédé ont toujours reconnu que les critères de Maastricht étaient une nécessité en raison de l'objectif de la convergence mais aussi, de la structure de l'économie et des finances en Belgique, même en l'absence du traité. Dans l'absolu, il fallait que nous nous efforcions de les atteindre indépendamment des contraintes que Maastricht représente.

Comme nous, vous avez fait une distinction, que vous jugez parfois artificielle, entre réduction des dépenses et augmentation des recettes. Toutefois, permettez-nous de vous faire remarquer que, contrairement à vos propos, pour nous aussi, toutes les dépenses ne sont pas nécessairement à réduire.

Dans le domaine des investissements tant publics que privés, dans certains domaines, nous regrettons que la Belgique soit à la traîne. L'investissement public a chuté de manière considérable et ce n'est certainement pas fini. En outre, les dépenses en matière de recherche et de développement ont atteint un *minimum minimum* dans notre pays avec 0,42 p.c. du PIB par an, dans le secteur public, compensé heureusement par 1,17 p.c. dans le secteur privé — dernier chiffre connu — ce qui représente un pourcentage honorable de 1,59 p.c. De tous les grands pays industrialisés avec lesquels nous voulons rivaliser, la Belgique se trouve en dernière position. Même les Pays-Bas — qui étaient un modèle que votre collègue le ministre des Finances voulait suivre alors qu'il était ministre de la Politique scientifique — nous ont largement dépassés et, malgré le plan de rattrapage que M. Maystadt avait élaboré en son temps, je ne vois pas comment nous pourrions encore y aspirer.

Ce que nous n'aimons pas, ce sont les budgets « gaspilleurs » d'un certain nombre de départements ministériels, mais je reviendrai ultérieurement sur ce thème.

Vous aviez également fait une distinction très précise, monsieur le ministre, en ce qui concerne une mesure analogue prise à l'égard du personnel du secteur privé et du secteur public en matière de saut d'index. Je ne me prononcerai pas à cette tribune sur la question de savoir si nous devons regretter ou non cette mesure, mais il est évident qu'un Gouvernement n'a pas qu'un seul objectif, il en a plusieurs. Dans le cas concret que vous avez cité, les Gouvernements qui étaient en place entre 1981 et 1988 avaient, entre autres, deux types de préoccupations: d'une part, une politique des revenus devenue nécessaire en raison des dérapages de la compétitivité intervenus avant 1981 et, d'autre part, une politique des finances publiques visant à réduire le déficit abusif.

Si vous constatez une différenciation de classification entre la même mesure appliquée au secteur privé ou appliquée au secteur public, celle qui est appliquée au secteur privé a comme composante principale un objectif de politique de revenus, visant la compétitivité, et, accessoirement, l'équilibre de la sécurité sociale, tandis que celle appliquée au secteur public a comme composante accessoire cette politique de revenus, mais comme élément majeur l'objectif d'équilibre de finances publiques. Conceptuellement, il n'est pas du tout anormal de qualifier différemment une même mesure selon le secteur auquel elle est appliquée. Je n'insiste pas davantage sur ce point car vous savez que, sur le plan scientifique, ce que je viens de dire est parfaitement acceptable.

Je serai le premier à me réjouir si en 1995, nous arrivons à mettre fin à l'effet boule de neige. Mais si je veux bien vous suivre dans la poursuite de votre objectif, j'estime cependant que les moyens mis en œuvre ne sont, une fois encore, pas adéquats! Nous aurons l'occasion d'en reparler en 1995, si toutefois vous et moi, monsieur le ministre, occupons encore les mêmes positions qu'aujourd'hui.

En ce qui concerne la confiance dans le franc belge, je suis d'accord pour dire qu'il y a, en effet, un rétablissement. Cependant, comme le ministre des Finances a bien voulu le reconnaître tout à l'heure, nous ne sommes pas revenus à l'écart de 0,30 qui était pour lui, un objectif fondamental avant le choc d'août 1993. Nous pourrions y revenir mais permettez-moi de souligner une

différence de conception. En ce qui concerne l'action entreprise, vous avez déclaré que vous espériez que la réduction du pouvoir d'achat amènerait à diminuer, dans une certaine mesure, le volume de l'épargne et à améliorer celui de la consommation et des dépenses. Vous faites donc confiance à un effet mécanique tout à fait digne de Keynes et des théories néo-keynésiennes, ce qui aboutit à faire confiance à une technique économique qui a montré ses limites au cours des trente dernières années.

Tout à l'heure, dans ma réplique au ministre des Finances, j'ai déclaré que je préférerais faire appel à la confiance de l'investisseur et du consommateur. Je me situe ainsi dans le cadre d'une école plus récente que celle des néo-keynésiens, celle des *rational expectations*, des attentes rationnelles qui, aujourd'hui, dominent l'avant-scène dans la pensée économique et qui ont surclassé les néo-keynésiens. Je regrette quelque peu que vous ayez davantage mis l'accent sur le néo-keynésianisme au lieu de faire appel à la confiance. J'estime que les deux écoles doivent se conjuguer et le fait que vous ne fassiez pas suffisamment appel à la confiance des individus démontre que votre plan est inspiré par une philosophie d'avant-hier et non par celle d'aujourd'hui.

M. le Président. — Monsieur Hatry, votre temps de parole étant écoulé, je vous prie de conclure.

M. Hatry (PRL). — Certainement, monsieur le Président.

Monsieur le ministre, tout à l'heure vous avez dit également que la Belgique n'a pas dévalué sa monnaie comme l'Allemagne l'avait fait. Permettez-moi de vous rappeler que la dévaluation allemande et le remplacement de sa monnaie par une autre, le Deutsche Mark, datent de 1949, soit d'il y a 44 ans et que cette comparaison est peu pertinente. Vous auriez pu cependant comparer notre situation à celle de la France et je reconnais volontiers qu'en 1958 un nouveau franc valait un Deutsche Mark. Voyez aujourd'hui où ils en sont l'un et l'autre. Mais la Belgique est plutôt dans la même position que la Suisse, que la Suède, que les Pays-Bas, pays à monnaie stable. Cependant, notre monnaie est en moins bonne forme que certains des pays que je viens de mentionner. Vous avez dit que le *Centraal Planbureau* aux Pays-Bas est l'organe suprême. Pourquoi pas ? Mais alors dépolitisez les nominations au *Planbureau* belge, au Bureau du Plan, alors que, depuis des décennies, seules les créatures nommées par le Gouvernement et les partis politiques qui y sont représentés peuvent y avoir accès. Au sein du Conseil supérieur des finances, dont on a parlé tout à l'heure, un membre proche du VLD et un membre proche du PRL ont plus ou moins cette image, mais encore faut-il que les convocations aient lieu au moment où ces deux personnes peuvent être présentes et, éventuellement, émettre un avis dissident ! Je sais trop bien à quel point les réunions se font, dans certains cas, non pas « avec » mais « contre » certains membres.

M. Maystadt, ministre des Finances. — Je puis vous assurer, monsieur Hatry, qu'au Conseil supérieur des finances, les dates de réunions sont fixées de façon à satisfaire le représentant du VLD.

M. Hatry (PRL). — Le VLD sera présent pour vous répondre, monsieur le ministre, dès qu'il aura pris connaissance de ce que vous venez de dire.

En conclusion, monsieur le ministre, j'ai été très sensible à la qualité de vos répliques. Elles témoignent d'une volonté d'apporter, dans la mesure du possible, une réponse satisfaisante à nos questions. Je me permets cependant de vous dire qu'elles s'inscrivent dans un plan dont les aspects douteux et médiocres sont aussi importants que les aspects positifs, que nous avons d'ailleurs soulignés dans nos interventions au début de la discussion relative au budget 1994.

Enfin, vous avez mis en cause la réaction des secteurs immobilier et de la construction. Vous avez dit que le taux d'intérêt baissait et que la problématique fiscale n'était pas très importante. Permettez-moi de vous dire que, parallèlement, les loyers baissent également et qu'à une dépression résultant purement et simplement du marché, vous ajoutez une dépression qui est le fruit d'initiatives gouvernementales.

Nous jugerons, dans un an, de l'état des secteurs de la construction et de la location immobilière mais, dès à présent, je crains que leur désespoir soit à ce point important que vous soyez contraint, monsieur le ministre, de changer votre politique à ce moment-là.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale des sections et chapitres sur lesquels MM. Garcia et Weyts ont fait rapport, je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene bespreking van de secties en hoofdstukken waarover de heren Garcia en Weyts verslag hebben uitgebracht, verklaar ik ze voor gesloten.

Wij vatten de algemene bespreking aan van de sectie Diensten van de Eerste minister.

Nous abordons la discussion générale de la section Services du Premier ministre.

De rapporteur, de heer Deprez, verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry (PRL). — Monsieur le Président, lorsque le Premier ministre est venu personnellement en commission des Finances présenter le budget des dépenses de ses services, je m'étais permis de poser une question relative au fonctionnement du Comité supérieur de contrôle. Vous en trouverez le développement à la page 7 du rapport rédigé par notre collègue M. Deprez.

Si j'ai été amené à soulever ce point, ce n'est pas en raison d'une prescience particulière à l'égard de ce qui allait se passer, mais simplement parce que le Comité supérieur de contrôle avait été doté d'une autorisation tout à fait exceptionnelle, par rapport au blocage des recrutements, de pouvoir lui-même au remplacement des membres de son personnel démissionnaires ou atteints par la limite d'âge, comme service essentiel de l'Etat.

J'avais également fait remarquer que, dans ce cas, il convenait qu'une institution bénéficiant d'un tel avantage puisse justifier son utilité. J'avais donc demandé au Premier ministre de bien vouloir nous communiquer quelques informations, par exemple quant au nombre d'enquêtes réalisées par cet organisme et quant aux résultats auxquels elles avaient abouti. Le ministre nous a adressé une double réponse qui est d'ailleurs reprise aux pages 11 à 13 du rapport, ainsi que dans un tout petit tableau figurant à l'annexe II, page 21, de ce dernier.

Que dit le Premier ministre ? Selon lui, et j'ai également évoqué cet aspect, le caractère dualiste de la fonction du Comité supérieur de contrôle, en particulier le fait que celui-ci soit à la fois à la disposition du Gouvernement en tant que centre d'enquête administrative, mais aussi à la disposition du parquet en tant qu'auxiliaire dans le cadre d'enquêtes judiciaires, créait de véritables problèmes. En effet, dans de très nombreux cas, le résultat de ces enquêtes est contesté sur le plan judiciaire, compte tenu du caractère insuffisant des mandats conférés aux agents de ce comité en la matière.

Le Premier ministre annonçait qu'il prendrait une initiative dans ce domaine pour tenter de couper ce nœud gordien et de créer une situation plus claire à l'échelon du Comité supérieur de contrôle ou, tout au moins, si celui-ci ne pouvait plus être maintenu, au niveau des agents qui le composent. Ceux-ci deviendraient alors soit des auxiliaires du parquet, soit des auxiliaires d'une juridiction administrative, laquelle dépendrait, le cas échéant, du nouveau ministère des Affaires générales, actuellement en création.

En lisant les journaux, j'ai constaté que l'action avait très rapidement fait suite à la réponse communiquée par le Premier ministre en commission. Cette affaire a suscité de nombreux remous : il est question de grèves et de difficultés majeures, étant donné qu'il s'agit d'un organe important car, soulignons-le, ce n'est pas parce que l'on s'interroge sur le fonctionnement de celui-ci et sur ses perspectives d'avenir que l'on néglige son importance. Bien au contraire, on se rend compte qu'il est important mais que son avenir est extrêmement douteux.

C'est dans le but d'obtenir des informations récentes quant aux décisions prises en la matière et à la réaction manifestée par le personnel que j'aurais voulu interroger le Premier ministre. Vers quoi s'orientait-il? Quelles propositions a-t-il faites en ce domaine? Dans quelles mesures les agents sont-ils répartis entre les deux corps que je viens de mentionner et dans quelle mesure la réforme entamée — le rapport date du 9 décembre, c'est-à-dire de onze jours à peine — risque-t-elle de poser des problèmes pour l'avenir?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Geens.

De heer Geens (CVP). — Mijnheer de Voorzitter, ik heb twee vragen. Een eerste vraag heeft betrekking op de wet op de overheidsopdrachten en een tweede op het plan-Delors.

In verband met de overheidsopdrachten heb ik reeds herhaaldelijk vragen gesteld, maar ik heb daarop nog geen bevredigend antwoord gekregen. Als de Eerste minister hier was kon ik hem vragen hoe men een vis kan verdrinken. Dat schijnt niet zo gemakkelijk te zijn, maar de Eerste minister slaagt daarin.

Mijn vraag handelt over de fameuze « bus-affaire ». Het is niet mijn bedoeling hiervan een communautaire aangelegenheid te maken. De Eerste minister heeft gewezen op de scheiding van de machten en verklaarde dat deze zaak thans bij de rechtbank aanhangig is gemaakt. Dat zal wel kloppen, maar ik heb de indruk dat de Regering er zich nogal gemakkelijk vanaf maakt. Er bestaat een commissie voor de overheidsopdrachten. Ik meen dat daarover toch een en ander te zeggen is, maar wij worden niet geïnformeerd over de werkzaamheden van die commissie. Met de nieuwe Europese richtlijn hebben wij de wet op de overheidsopdrachten een veel ruimer toepassingsgebied gegeven. Dat gold onder meer voor de legeraankopen die daar vroeger ingevolge het militair geheim buiten vielen. Andere landen pasten dit begrip nog strikter toe zodat het in vele gevallen ging om een werkelijk afgeschermd markt. Thans is dat in vele gevallen niet meer mogelijk. Hoe garanderen wij dat de aankoopdiensten van het leger, in België op de eerste plaats, maar ook op Europees vlak deze wet toepassen? Hoe is het toezicht op Europees niveau georganiseerd? Normaal moet dat gebeuren door de Europese Commissie, maar ik heb daarvan nog niet veel concreets gezien.

Ik heb bovendien een vraag over de snelheid van bepaalde procedures. De wet op de overheidsopdrachten bepaalt dat bij aanbesteding de niet-gunning aan de minst biedende automatisch aanleiding geeft tot een forfaitaire schadevergoeding van 10 pct. aan de benadeelde firma. Dat geldt uiteraard niet bij offerte-aanvragen, want daar is geen eenduidig criterium zodat de rechtbank uitspraak moet doen over de omvang van de schadevergoeding. In ons geval, zegt de Raad van State dat de betrokken onderneming bezig is een monopolie uit te bouwen wat haar ten onrechte bepaalde voordelen oplevert. Dat is geen uitspraak *ad rem*, maar een rechtsverkrachting.

Ook wat betreft het respect voor de taalwetgeving heb ik opmerkingen. De Eerste minister is een gelukkig man. Op pagina 15 van het verslag lees ik: « Het taalgebruik in de Europese Gemeenschap zelf stelt geen enkel probleem. » Ik geloof dit wel, maar onze Nationale Commissie voor de normalisatie moest een advies uitbrengen over een bepaalde gunning waarbij voor een

aantal elektrische toestellen een veiligheidshandboek moest worden opgesteld. De commissie heeft geen enkele opmerking geformuleerd, ofschoon in het lastenboek was gestipuleerd dat het handboek moest worden opgesteld in alle officiële talen van de Gemeenschap. Dit is trouwens normaal. Wanneer installateurs de Franse of de Engelse handleiding niet kunnen lezen, worden er levens in gevaar gebracht.

De minister van Buitenlandse Handel heeft daarop de gunning nietig verklaard. Een officieel organisme zoals de Nationale Commissie voor normalisatie en de Regering mogen dergelijke zaken niet veronachtzamen.

Het verheugt mij uiteraard dat het plan-Delors is goedgekeurd. Dit plan gaat echter te veel uit van een statische idee. De Europese economie stabiliseert. In dit kader moeten de welvaart en de werkgelegenheid worden verdeeld op een zodanige wijze dat er meer mensen bij worden betrokken. Dit is een statische opvatting. Misschien kan het als een succes worden beschouwd dat er geen achteruitgang meer is.

Men gaat echter voorbij aan het feit dat de wereld toch vooruitgaat en dat wij relatief gezien dus wel degelijk achteruitgaan. Deze evolutie gaat gepaard met een verslechtering van onze relatieve positie. De Europese Commissie zou zich moeten bezinnen over een manier om onze plaats in de wereld te versterken of alleszins om ervoor te zorgen dat wij niet achteruitgaan in vergelijking met de rest van de wereld. Hierbij rijst natuurlijk het probleem van de internationale arbeidsverdeling, met andere woorden van de lokalisering van de activiteiten. Het antwoord dat de Europese Unie vooropstelt om dit probleem op te lossen is ontoereikend omdat een dergelijke situatie een meer agressieve aanpak vereist. De economische groei lost het probleem van de werkgelegenheid niet op. De cijfers bewijzen dit. Dit betekent echter niet dat de groei mag worden veronachtzaamd, dat men zich mag tevreden stellen met een stabilisering van de toestand of met een groei die ver achterblijft bij de ontwikkeling in de wereld. Kortom, er ontbreekt een duidelijke groeiaankpak. Ik zou het op prijs stellen indien er in de eerstkomende jaren, na het uitvoeren van de GATT-overeenkomst, meer aandacht zou worden besteed aan deze aanpak. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, de Eerste minister zal morgennamiddag antwoorden op de vragen van de heren Hatry en Geens.

Morgenvoormiddag beginnen wij onze werkzaamheden met de bespreking van de secties die verband houden met de sociale departementen.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, dinsdag 21 december 1993, om 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, mardi 21 décembre 1993, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten om 21 h 55 m.*)

(*La séance est levée à 21 h 55 m.*)